

Les réalités changeantes du Moyen-Orient

David Bensoussan

L'auteur est professeur de génie électrique à l'École de technologie supérieure

Le rapport des forces et les alliances connaissent une mutation que l'on ne pouvait imaginer il y a de cela quelques années. La guerre civile fait rage en Syrie. L'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite s'affrontent en armant et en finançant des groupes extrémistes. L'Égypte est revenue à la case départ, l'armée y contrôle le gouvernement. La Turquie qui symbolisait le parangon d'un pays musulman démocratique est embrouillée dans une chasse aux sorcières qui frise la paranoïa. L'autorité américaine a perdu de son pouvoir de dissuasion. La Russie en profite pour s'imposer par tous les moyens dans la région. Enfin, de nouvelles découvertes de pétrole font basculer les alliances traditionnellement établies.

En Syrie, de nombreuses factions s'entredéchirent : les forces gouvernementales regroupant les minorités alaouite, druze et chrétienne soutenues par l'Iran, le Hezbollah et la Russie ; l'armée syrienne libre ; les islamistes modérés proches des Frères musulmans ; les Salafistes qui sont des islamistes radicaux ; les djihadistes de plusieurs tendances, dont Al-Qaeda et les protagonistes de l'État islamique d'Irak et du Levant ; les Kurdes qui essaient de préserver autant d'autonomie que possible. On ne voit pas de solution à ce conflit à court terme.

Sous le régime du président Morsi et de la mouvance des Frères musulmans, l'Égypte s'orientait vers le chaos économique et social. Les Frères musulmans en veulent à l'Amérique de ne pas avoir assez soutenu le président déchu tandis que le régime qui l'a remplacé reproche à l'Amérique de lui avoir donné carte blanche. L'influx monétaire de l'Arabie et des émirats du Golfe (12 G\$) permet à l'économie égyptienne de surnager pour un temps.

Le premier ministre turc Erdogan voit des complots partout. Il saisit la police, encadre la justice et parle de limiter la liberté des réseaux sociaux. Les prêts à court terme conclus par la Turquie commencent à gruger l'essor économique, d'autant plus que les pays arabes prêteurs n'apprécient guère le soutien de la Turquie aux Frères musulmans

d'Égypte et de Syrie. La Turquie qui se voulait être un pont de fraternisation entre les états de la région se retrouve en discordance avec l'ensemble de ses voisins.

L'Iran a ployé face aux sanctions économiques des États-Unis, de l'Union européenne et des Nations Unies. La limitation imposée aux capacités de ses centrales nucléaires n'efface pas le scepticisme devant sa détermination de ne pas renoncer à son ambition nucléaire. L'Iran finance et arme le gouvernement syrien pour lequel la victoire passe par la destruction systématique de ses cités.

Le processus de paix israélo-palestinien piétine encore. Il devient secondaire par rapport au danger iranien et à l'instabilité des pays limitrophes. Par ailleurs, les découvertes de gisements de pétrole et de gaz naturel en Israël vont consolider son économie.

L'administration américaine a perdu de son prestige suite aux atermoiements du président Obama bien qu'il ait défini auparavant des seuils de non-acceptabilité dans le conflit syrien. Les espoirs fondés sur les « islamistes modérés » se sont avérés être un leurre et les leaders de la région expriment à haute voix leur dédain du président Obama. L'Arabie saoudite et les émirats du Golfe craignent de perdre le soutien traditionnel des États-Unis maintenant que les gisements de gaz de schiste orientent l'Amérique vers l'indépendance énergétique.

La Russie dont les ventes d'armes avaient chuté considérablement suite à la première guerre du Golfe et dont les anciens états satellites de l'Union soviétique s'alignent ouvertement sur l'Occident veut retrouver son statut de grande puissance. Pour cela, elle arme systématiquement la Syrie qui lui a offert une base en Méditerranée, contribue de son expertise nucléaire à l'Iran, exploite crûment la dépendance des pays européens en gaz naturel russe et enrayer le rapprochement de l'Ukraine de l'Union européenne.

Où va le Moyen-Orient ? Il n'y a pas de solution facile ou immédiate à ses problèmes. Le malaise social qui y règne est profond. Les conflits ethnoreligieux risquent d'en retracer la carte autrefois dessinée à grands traits par la France et l'Angleterre. Les alliances autrefois axées autour des grandes puissances durant la guerre froide se réalignent sur l'Iran ou l'Arabie saoudite dont le potentiel pétrolifère demeure malgré tout

important devant les besoins des pays énergivores que sont la Chine et l'Inde.

De son côté, la Chine qui jouit de surplus budgétaires substantiels, s'affirme agressivement face de ses voisins immédiats, s'investit dans de nombreux pays et garde l'œil ouvert sur les développements au Moyen-Orient.

Si le conflit syrien est un indicateur, les souffrances humaines passent en second plan devant les ambitions hégémoniques, les tensions ethnoreligieuses, les idéologies radicales, les intérêts pétroliers et les ventes d'armes. L'instabilité potentielle de l'ensemble du Moyen-Orient est alarmante.